



©Kani Sissoko

LEADERS ET ACTRICES DE CHANGEMENT : LES FEMMES CONDUISENT À DES RÉSULTATS DURABLES EN MATIÈRE DE PAIX ET DE SÉCURITÉ

Femmes, paix et sécurité : les points forts des Opérations
de maintien de la paix des Nations Unies en 2021

Ce rapport présente les stratégies et les progrès réalisés par les opérations de maintien de la paix des Nations Unies dans le cadre des priorités de l'Action pour le maintien de la paix du Secrétaire général concernant les femmes, la paix et la sécurité :

- a) garantir la participation pleine, égale et significative des femmes à toutes les étapes des processus de paix et des processus politiques.
- b) intégrer systématiquement une perspective de genre dans toutes les étapes de l'analyse, de la planification, de la mise en œuvre et de l'établissement de rapports.

Des mises à jour sur les femmes dans les missions de maintien de la paix sont disponibles sur <https://peacekeeping.un.org/fr/women-peacekeeping>

Première page :

Mouna Awata est la présidente de la Case de la Paix à Gao, soutenue par ONU Femmes et l'opération de maintien de la paix de l'ONU sur place, MINUSMA. La Case rassemble 76 groupes de femmes d'origines et de communautés diverses. Ensemble, elles promeuvent la paix et la cohésion sociale pour prévenir et résoudre les conflits dans cette région instable du Mali.

ACTION
POUR LE MAINTIEN DE LA PAIX



TABLE DES MATIÈRES

TRANSFORMER LES ENGAGEMENTS DE FPS EN RÉALITÉ	7
LES VOIX DES FEMMES AU CENTRE DE MAINTIEN DE LA PAIX	9
RENFORCER LA PARTICIPATION DES FEMMES PAR LE BIAIS DE LA COMMUNICATION	14
FAITS MARQUANTS : LA PARTICIPATION DES FEMMES	18
UNE PARTICIPATION SIGNIFICATIVE : AU-DELÀ DES CHIFFRES	19
LE MAINTIEN DE LA PAIX SENSIBLE AU GENRE EN PRATIQUE	36

AVANT-PROPOS

La pandémie de Covid-19 a continué à dominer l'année écoulée avec des effets dévastateurs sur l'égalité des sexes et les droits des femmes. Elle a mis en lumière des histoires d'inégalités existantes et a limité davantage la participation des femmes aux processus de paix. En même temps, les femmes ont été encore les premières à réagir en temps de crise. Les femmes ont fait preuve de résilience et de leadership en réagissant à la pandémie tout en continuant à lutter pour des sociétés plus justes et plus pacifiques. Nous devons tirer parti du pouvoir de transformation de l'agenda des femmes, de la paix et de la sécurité (FPS) pour sortir de la pandémie plus égale, plus résistants et sur la voie d'une paix durable et inclusive. L'accélération de l'égalité des sexes et l'agenda FPS restent des priorités politiques clés pour le Département des opérations de paix.

“Il existe d'innombrables histoires sur la manière dont les femmes ont prévenu les conflits et construit la paix. Nous avons redoublé nos efforts pour leur soutenir. Je me suis donné pour mission personnelle de défendre cette cause importante et garantir que les questions de genre et de femmes, de paix et de sécurité soient intégrées et renforcées dans tous notre travail.”



©Francesca Mold/UNMISS

Le secrétaire général adjoint aux opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix, et Guang Cong, le représentant spécial adjoint du secrétaire général pour le Sud-Soudan, engagent un dialogue avec des femmes leaders au Sud-Soudan. (septembre 2021)

Placer les femmes et l'égalité des sexes au cœur de la paix et de la sécurité sont nos principes directeurs. C'est exactement ce que nous avons fait dans le cadre de l'Action pour le maintien de la paix + (A4P+), où nous avons intégré le FPS dans les sept domaines prioritaires d'A4P+. Nous avons également souscrit à des actions transformatrices dans le cadre du Pacte pour les femmes la paix et la sécurité et l'action humanitaire.

Nous ne pouvons pas perdre des acquis durement acquis ou hésiter dans nos efforts pour faire avancer l'agenda FPS. Nous le devons à toutes les femmes qui risquent leur vie en première ligne dans les efforts de prévention et de résolution des conflits. Il est également essentiel pour nos efforts d'atteindre une paix et une sécurité durables. Comme le souligne le rapport, des progrès ont été réalisés. Nous avons pris des mesures pour renforcer les partenariats avec Les femmes leaders locales, leurs organisations et leurs réseaux afin d'accroître leur participation. Il est essentiel de s'assurer que notre travail tienne compte de la dimension de genre et renforce les droits des femmes, y compris leur participation aux processus de paix et politiques, pour nous permettre de naviguer dans la nature évolutive des conflits dans les contextes de maintien de la paix. En 2021, nos missions ont soutenu les femmes afin qu'elles puissent participer en toute sécurité et de manière significative aux élections, aux transitions politiques, à la prévention des conflits, aux efforts de renforcement de la confiance et à la mise en œuvre des accords de paix. Nous allons prioriser et capitaliser sur ce travail en continuant à soutenir les pays et les communautés d'accueil sur la voie d'une paix durable.

Jean-Pierre Lacroix ,
Secrétaire général adjoint
Département des opérations de paix

TRANSFORMER LES ENGAGEMENTS DE FPS EN RÉALITÉ

Avec la priorisation de l'agenda FPS dans l'initiative Action pour le maintien de la paix du Secrétaire général (2018), et l'évolution des mandats plus nuancée et la priorité FPS pour les missions de maintien de la paix, le DPO a redoublé d'efforts pour accélérer la mise en œuvre et a fait de l'agenda FPS un élément central de l'efficacité du maintien de la paix. Comme le montre ce rapport, le Département a pris des mesures pour mettre en œuvre les cinq objectifs prospectifs du Secrétaire général décrits dans son rapport 2020 sur le FPS (S/2020/946), et les 10 directives dans son rapport 2019 (S/2019/800). Les progrès ont été illustrés dans son rapport 2021 (S/2021/827). En 2020, le Secrétaire général a également publié un appel à l'action sur FPS avec des actions tangibles pour faire progresser la participation des femmes aux processus de paix et aux processus politiques. Ces actions ont été intégrées dans le plan Action for Peacekeeping Plus (A4P+). En outre, en 2021, DPO a signé des actions transformatrices dans le cadre du Pacte pour les femmes, la paix et la sécurité et l'action humanitaire. (Pacte WPSHA), un mouvement mondial visant à faire progresser la mise en œuvre des FPS. En tant que membre du conseil d'administration du Pacte, DPO participe aux groupes de travail techniques chargés de la mise en œuvre, du suivi et de l'établissement de rapports sur les progrès réalisés.

La mise en œuvre de FPS par le DPO via l'initiative A4P+ comprend :

- Mettre en œuvre et suivre des plans de mission et des stratégies politiques tenant compte de la dimension de genre.
- Assurer que les experts en matière de genre et l'analyse de genre soient intégrés dans la planification, la mise en œuvre, le suivi et les rapports.
- Rapport systématique sur les indicateurs FPS, et intégration des données sur le genre dans la planification, le suivi et le rapportage (CPAS, rapports SG, etc.).

- Renforcer les partenariats dynamiques et systématiser les consultations avec les femmes locales et les organisations de femmes.
- Mise en place de systèmes d'alerte précoce sensibles au genre.
- Utiliser les communications stratégiques pour renforcer l'agenda du FPS.

La mise en œuvre de FPS par Le DPO via Le WPSHA-Compact comprend (en bref)* :

- Soutenir la participation des femmes dans les processus dirigés par l'ONU.
- Mener des plaidoyers auprès des parties au conflit pour que les délégations incluent des femmes et donnent la priorité à leurs droits.
- Utiliser les bons offices pour faire progresser la participation des femmes aux processus de paix et aux processus politiques.
- Renforcer le soutien aux infrastructures de consolidation de la paix dirigées par des femmes et basées dans les communautés, en soutenant et en protégeant les rôles des femmes en tant que médiatrices, leaders communautaires et défenseuses de la consolidation de la paix.
- Renforcer le plaidoyer et le soutien financier, et fournir une assistance technique si nécessaire, pour améliorer la participation des femmes aux postes publics nommés et élus.
- Utiliser des normes quantitatives et qualitatives pour mesurer et suivre la participation des femmes aux processus de paix dirigés ou codirigés par les Nations unies.
- Réaliser une analyse de conflit tenant compte de la dimension de genre à toutes les étapes et à tous les niveaux des processus de paix.
- Prendre des mesures pour que les organisations féminines de la société civile puissent influencer les processus de paix dès le début.
- Promouvoir la cohérence et la coordination entre les entités des Nations Unies sur la réforme du secteur de la sécurité sensible au genre.
- Rechercher et plaider pour l'approbation du financement de conseillers principaux en matière de genre et de conseillers principaux en matière de protection des femmes dans les missions de l'ONU.
- Renforcer les actions et les stratégies du système des Nations Unies pour atteindre les objectifs de parité entre les sexes.

* Les détails complets des engagements sont disponibles ici, https://peacekeeping.un.org/sites/defaultfiles/wpsaha_compact_dpo_commitments.Pdf

LES VOIX DES FEMMES AU CENTRE DU MAINTIEN DE LA PAIX

En 2021, le DPO a veillé à ce que les voix, les expériences, l'expertise et les connaissances des femmes soient prises en compte dans le maintien de la paix. Des espaces politiques stratégiques ont été créés pour permettre aux femmes d'influencer le travail du département et leurs messages ont été amplifiés par les hauts responsables par le biais du plaidoyer politique et des communications stratégiques.

CRÉATION D'ESPACES POLITIQUES POUR INFORMER LE MAINTIEN DE LA PAIX

Avec les Missions permanentes auprès de l'ONU du Royaume-Uni, de la France, de la Norvège et du Mali, le DPO a co-organisé un événement de haut niveau sur FPS au Mali le 24 mai. Au cours de l'événement, des femmes leaders de la société civile malienne et des parties au conflit ont noté que le mandat fort sur FPS au Mali par le Conseil s'est traduit par des progrès, le rôle de la MINUSMA étant essentiel pour y parvenir. Mais il reste encore beaucoup à faire. Certaines des recommandations formulées par les femmes ont été prises en compte dans le renouvellement du mandat de la MINUSMA (Juin 2021).

Le 29 octobre, le DPO a organisé avec les Missions permanentes de l'ONU du Canada, de la Finlande, du Kenya et de la République de Corée un événement de haut niveau pour accélérer la mise en œuvre de l'agenda FPS. Des femmes leaders de République centrafricaine et du Liban ont discuté des progrès réalisés et des principales lacunes dans la mise en œuvre de l'agenda FPS avec la direction de la mission de la MONUSCO et de la MINUSS et les États membres. L'importance du soutien politique, financier et technique a été soulignée.

Les discussions ont abouti à la publication d'une note thématique destinée à informer la réunion ministérielle des Nations Unies sur le maintien de la paix qui s'est tenu à Séoul en décembre 2021 et d'autres forums de prise de décision sur le maintien de la paix.



“Nous avons réalisé un petit gain avec les Femmes au sein du CSA [Comité de suivi de l'accord]. Nous remercions tous nos partenaires qui ont soutenu cela, en particulier la MINUSMA, pour avoir plaidé en ce sens au plus haut niveau... C'est un progrès très significatif, et il faut continuer à soutenir le processus.”

- **Bintou Founé Samake,**
Ancienne ministre de la Femme
de l'Enfant et de la Famille au Mali



“Les responsabilités et les difficultés des femmes ont augmenté en raison des circonstances économiques et sociales et de la propagation de la pandémie de COVID-19. Les femmes étaient aux premiers rangs et ont brandi l'étendard du travail et du don sans fin. Nous saluons et apprécions le soutien que nous avons reçu de la part de la FINUL.”

- **Randa Abu Saleh,** , membre du conseil municipal de Tyr au Sud-Liban et point focal de la FINUL

DES HAUTS DIRIGEANTS PRIORISÉNT DES PARTENARIATS AVEC LES FEMMES

La haute direction a continué à établir des partenariats stratégiques avec divers groupes de femmes leaders. Le secrétaire général adjoint (SGA) aux opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix, a régulièrement rencontré des femmes leaders afin d'élever et d'amplifier leurs messages au plus haut niveau. En septembre, au Sud-Soudan, il a discuté avec les femmes dirigeantes de la nécessité de prendre des mesures urgentes pour renforcer leur rôle dans le processus de paix. En octobre, en République démocratique du Congo, il a eu un échange

fructueux avec des femmes leaders sur leur participation politique à toutes les sphères de décision en matière de paix et de sécurité. Il a réitéré le soutien de l'ONU à la participation significative des femmes dans le processus électoral à venir. Au niveau de la mission, le Représentant spécial du Secrétaire général (RSSG) et chef de la MONUSCO, Bintou Keita, a créé une plateforme de collaboration pour un échange régulier et systématique avec le Réseau des femmes leaders africaines. Au Mali, le RSSG et chef de la MINUSMA, El-Ghassim Wane, a rencontré des femmes leaders pour discuter des priorités de la mission lors de sa prise de fonction.

Guang Cong, RSSG de la MINUSS, et Bintou Keita, RSSG de la MONUSCO, ont présenté les stratégies clés pour faire progresser la participation des femmes lors de l'événement de haut niveau qui s'est tenu en octobre pour informer la conférence ministérielle sur le maintien de la paix.



"Mon expérience de plus de 30 ans m'a appris que l'intégration des femmes dans tous les aspects de notre travail est essentielle pour avoir un environnement protecteur, trouver des solutions politiques durables et aller vers un maintien de la paix plus efficace."

Bintou Keita

Représentant spécial du Secrétaire général
MONUSCO, République démocratique du Congo



#womenpeacesecurity



"La MINUSS continue de soutenir les organisations et associations de la société civile dirigées par des femmes à travers des engagements clés, le soutien technique, des partenariats, le renforcement des capacités, le plaidoyer et l'approche inclusive."

Guang Cong

Représentant spécial adjoint du Secrétaire général
MINUSS, Soudan du Sud



#womenpeacesecurity

RENFORCER LA PARTICIPATION DES FEMMES PAR LA COMMUNICATION

Les communications stratégiques sur FPS ont continué à utiliser des outils et des moyens créatifs pour élever les voix des femmes activistes et de leurs réseaux, pour informer sur les efforts de l'ONU et de ses partenaires pour faire avancer et plaider pour un soutien du mandat FPS. Parmi ceux-ci, une série de vidéos "[L'ONU en action](#)", lancée le 8 mars, a présenté des histoires de femmes activistes pour la paix en République centrafricaine, au [Mali](#), à Chypre et au [Kosovo](#), et une exposition photographique élaborée en partenariat avec le [Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix](#) (DPPA), [ONU Femmes](#) et le célèbre festival [Photoville](#) de New York, présente 14 femmes leaders et bâtisseuses de la paix, vues à travers l'objectif de femmes photographes.



L'exposition [Quand les femmes prennent la paix en main](#) sera présentée en avant-première au festival [Photoville](#) de New York, Brooklyn Bridge Park, Pier 1, le 18 septembre 2021.



L'exposition "[Quand les femmes prennent la paix en main](#)" a été vue par plus d'un demi-million de personnes à Brooklyn, New York, du 13 septembre au 2 décembre 2021 et a servi de toile de fond à la débat public annuel du Conseil de sécurité sur FPS au siège de l'ONU. Dans ses remarques liminaires, le Secrétaire général António Guterres a souligné le rôle important joué par les femmes représentées dans l'exposition pour faire avancer la paix et les processus politiques. "Je pense que leur lutte, leur engagement, leur courage, est une inspiration pour nous tous et toutes et je dirais que rien ne pourrait mieux lancer notre débat que le témoignage de ce groupe de femmes héroïnes", a-t-il déclaré. [L'exposition a suscité un intérêt considérable](#) parmi les États membres et les leaders de l'ONU. Nombre de ces personnes, dont le Secrétaire général, en ont fait la promotion sur les médias sociaux et sur des plateformes médiatiques telles que Radio France Internationale, France 24 et la BBC, qui ont toutes présenté des organisatrices de l'ONU, des femmes militantes et des photographes dans leurs reportages. "Quand les femmes prennent la paix en main" a également été présenté virtuellement lors de la [réunion ministérielle sur le maintien de la paix qui s'est tenue à Séoul en 2021](#), avant de voyager dans des missions de maintien de la paix en Afrique en 2022 et de revenir à Brooklyn pour marquer la Journée Internationale de la Femme le 8 mars.

Les communications sur les médias sociaux concernant FPS ont continué à partager des histoires positives, des défis de mise en œuvre du mandat, des données critiques tout en élevant la voix des femmes tout au long de l'année avec une campagne spécifique liée à l'exposition #InTheirHands qui a atteint 92 300 utilisateurs sur Instagram, 43 000 utilisateurs sur Facebook et qui est apparue jusqu'à 200 000 fois dans les fils d'actualité des utilisateurs sur Twitter.

Dans plusieurs mis des initiatives de communication contribué à renforcer la participation des femmes. En République centrafricaine, la MINUSCA a publié un magazine spécial soulignant les progrès réalisés par la mission et les partenaires nationaux sur l'agenda FPS. La mission a également utilisé sa radio pour mobiliser les femmes lors des élections législatives. À Chypre, L'UNFICYP a mené une campagne de médias sociaux sur FPS d'un mois qui a mis en lumière le travail des femmes activistes de Chypre. Ce travail comprenait l'établissement de la confiance par le dialogue entre les femmes des communautés chypriotes grecques et turques afin de promouvoir une approche commune pour favoriser une paix durable.



Projection vidéo lors du débat ouvert du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité, organisé par le Kenya le 21 octobre.

“ A travers l'objectif de femmes photographes de talent, l'exposition donne vie aux témoignages puissants de femmes du monde qui consacrent leur vie à la cause la plus importante et la plus significative de toutes : la paix. **ANTONIO GUTERRES**, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

QUAND LES FEMMES PRENNENT LA PAIX EN MAIN
au travers du regard de femmes photographes

ONU FEMMES DIPA Nations Unies Mission de la paix PhotoMatters

“ Au travers de ce travail, je veux montrer le courage et le dynamisme avec lequel les femmes œuvrent pour leur bien-être et la promotion de leurs droits.

Ley Uwera
Photographe
République démocratique du Congo

QUAND LES FEMMES PRENNENT LA PAIX EN MAIN
au travers du regard de femmes photographes

ONU FEMMES DIPA Nations Unies Mission de la paix PhotoMatters

“ C'est notre droit de siéger aux tables de prise de décisions, pas seulement autour d'elles. Les dernières élections ont prouvé que nous avons encore un long chemin à parcourir.

Béatrice Epaye
Parlementaire
République centrafricaine

QUAND LES FEMMES PRENNENT LA PAIX EN MAIN
au travers du regard de femmes photographes

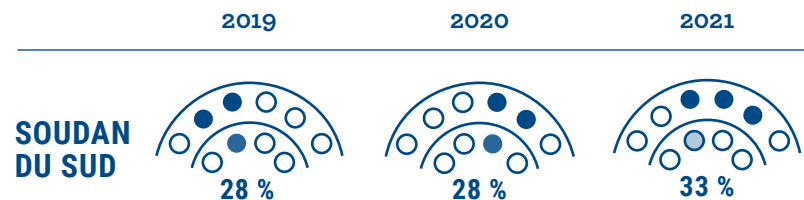
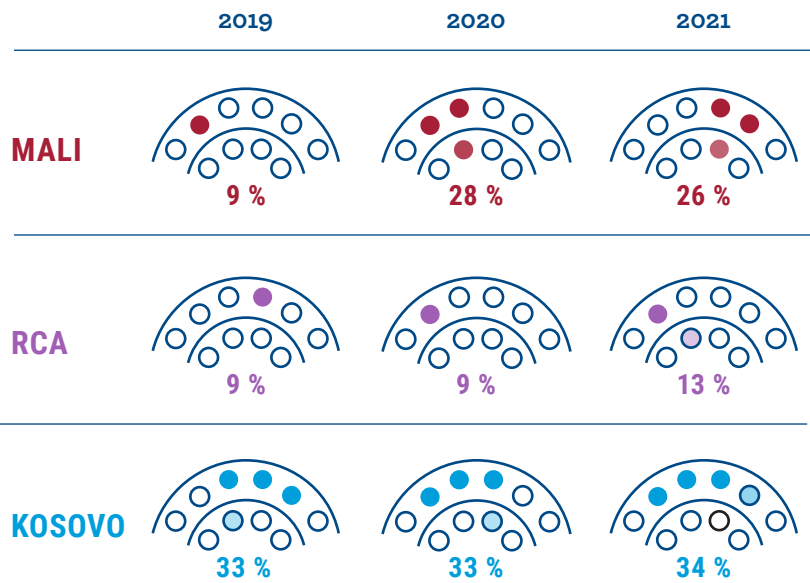
ONU FEMMES DIPA Nations Unies Mission de la paix PhotoMatters

FAITS MARQUANTS : LA PARTICIPATION DES FEMMES

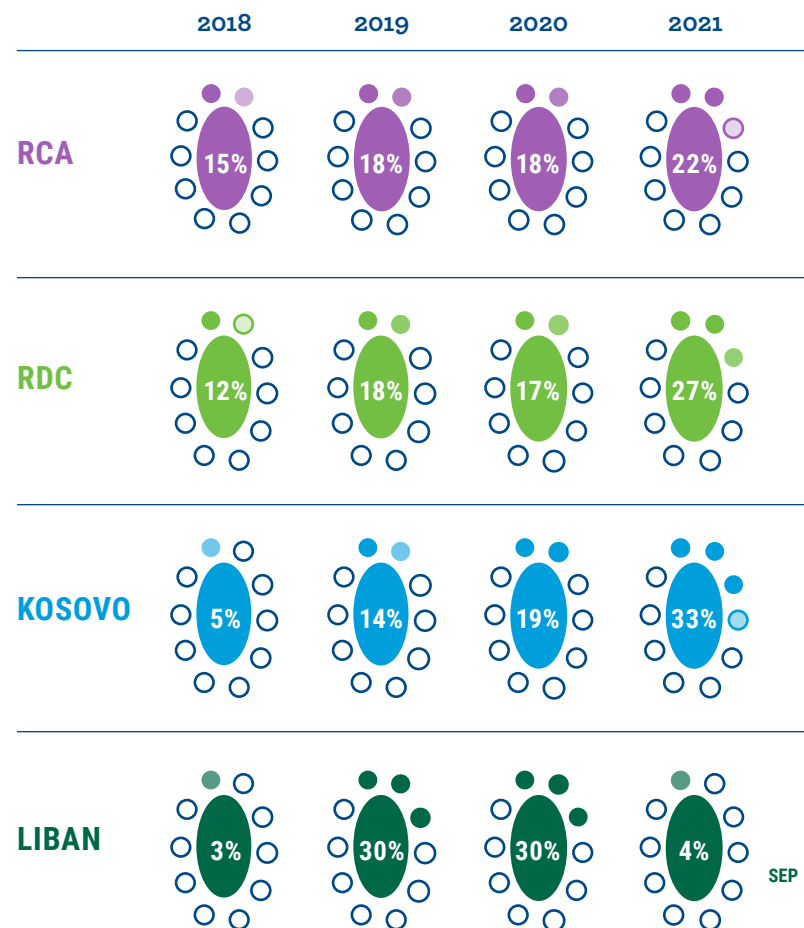
Le nombre de femmes à des postes politiques clés et dans les mécanismes officiels de mise en œuvre mis en place pour assurer le suivi des accords de paix continue d'augmenter progressivement dans plusieurs contextes de maintien de la paix. Cependant, dans la plupart des cas, la représentation des femmes reste inférieure aux quotas légaux de genre. Les données recueillies par le biais des indicateurs FPS du DPO montrent les tendances, les progrès et les lacunes dans la mise en œuvre de l'agenda FPS.

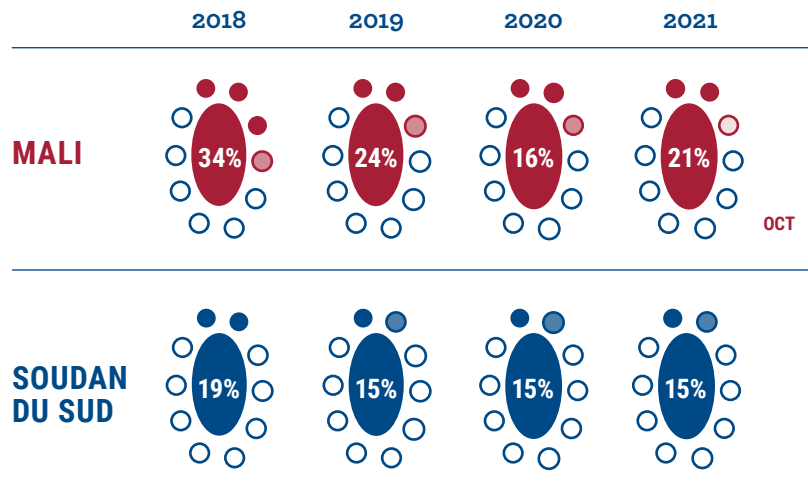
LES FEMMES SONT À LA TÊTE DES SOLUTIONS POLITIQUES

Les femmes dans les parlements, y compris les assemblées transitoires (Soudan du Sud et Mali)



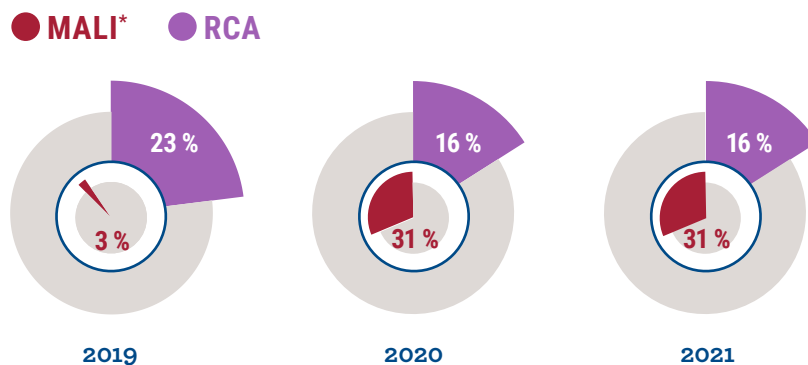
Les femmes dans les parlements, y compris les assemblées transitoires (Soudan du Sud et Mali)



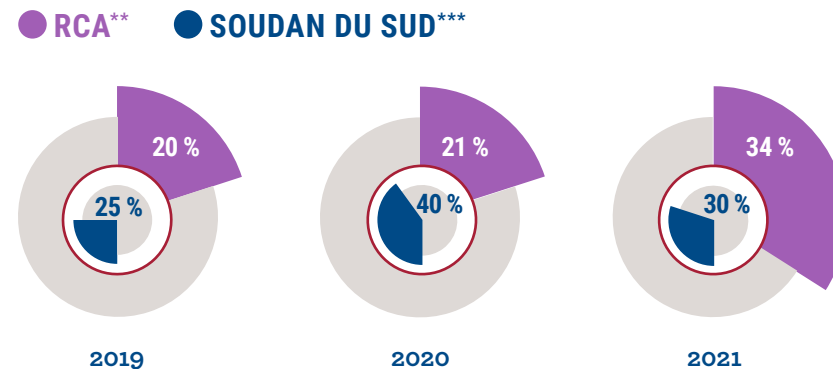


LES FEMMES DANS LES COMITÉS DE PAIX OFFICIELS ET LA PRÉVENTION DES CONFLITS

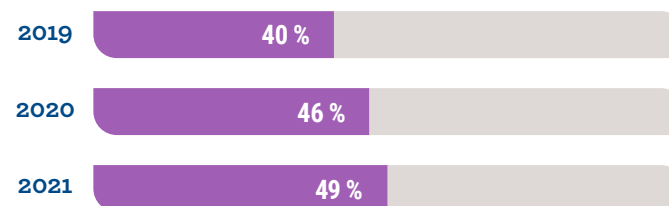
Les femmes dans les processus de mise en œuvre des accords de paix au niveau national



Les femmes dans les processus de mise en œuvre des accords de paix au niveau local



Mécanismes d'alerte précoce en République centrafricaine soutenus par la MINUSCA impliquant au moins 30% de femmes



* Comité de suivi de l'accord de paix | ** Comités locaux de paix et de réconciliation

*** Initiatives de paix locales soutenues par la MINUSS

Source des données : Indicateurs FPS du DPO en décembre 2021.

PARTICIPATION SIGNIFICATIVE : AU-DELÀ DES CHIFFRES

Les opérations de paix soutiennent les divers rôles et responsabilités des femmes dans les processus de paix et les processus politiques afin d'aller au-delà du simple nombre pour assurer la participation des femmes est significative. Les opérations de paix soutiennent l'engagement des femmes en tant que bâtisseuses de paix, défenseuses des droits de l'homme, ex-combattantes et leaders politiques et au niveau local dans les processus formels et informels de dialogue, de négociation et de transition politique, ainsi qu'en tant que membres des mécanismes formels de mise en œuvre et de suivi des accords de paix. Cependant, les femmes sont toujours confrontées à de multiples formes de discrimination et de risques de protection qui entravent leur participation, remettent en cause leurs droits et empêchent les progrès sur l'agenda FPS.

LES FEMMES QUI INFLUENT SUR LES TRANSITIONS POLITIQUES

Les opérations de paix ont joué un rôle important dans le renforcement de la participation des femmes à la recherche de solutions politiques pendant les transitions en 2021. Au Mali, les femmes se sont engagées activement dans le processus de transition depuis les deux coups d'État, l'un en août 2020 et l'autre en mai 2021. Lors de la préparation des Assises nationales en décembre 2021, les femmes ont représenté 38,8 % et 30 % du panel et de la commission, respectivement, mis en place pour organiser le dialogue. Par conséquent, les questions de genre telles que la loi sur la parité de genre ont été largement promues au cours du dialogue. En outre, la MINUSMA a aidé des femmes de divers horizons à travers le pays à rédiger des propositions de réforme électorale, politique et institutionnelle tenant compte de la dimension de genre. Celles-ci ont été prises en compte dans le projet de loi électorale adopté par le Conseil des ministres (novembre 2021),

qui comprend des dispositions relatives au genre conformément à la loi sur la parité des sexes. Au Sud-Soudan, la MINUSS a continué à plaider pour l'application du quota de 35 % de représentation des femmes dans la transition politique, conformément à l'accord de paix revitalisé.

La mission a organisé des ateliers, renforcé les collaborations et les partenariats avec divers acteurs, dont le PNUD et ONU Femmes, et s'est engagée dans un plaidoyer conjoint avec des femmes leaders et leurs réseaux, également les jeunes femmes, sur la transition et les processus d'élaboration de la constitution. Ces initiatives ont contribué à renforcer l'appropriation locale et l'engagement politique stratégique en faveur d'une participation significative des femmes et du respect de leurs droits.



“ Les femmes jouent un rôle incroyablement important dans la société, c'est pourquoi je plaide pour la participation des femmes dans le processus de transition en cours au Mali.”

- Loda Coulibaly, militante des droits des femmes



©Maura Ajak

Alokiir Malual, joue un rôle central dans la transition politique au Sud-Soudan. Elle est l'une des sept femmes signataires de l'accord de paix revitalisé et membre de la commission mixte de surveillance et d'évaluation revitalisée. Elle préside l'Alliance de la société civile du Sud-Soudan et est membre du South Sudan Women, Peace Monitoring & Advocacy Group.

RENFORCER LE RÔLE POLITIQUE DES FEMMES À TRAVERS LES ELECTIONS

Lorsqu'elles ont été mandatées pour le faire, les opérations de paix ont soutenu la participation des femmes aux processus électoraux. Cela a permis d'augmenter le nombre de femmes engagées en politique. En République centrafricaine, la MINUSCA a utilisé des communications stratégiques, a apporté son soutien au renforcement du système de sécurité et s'est associée à ONU Femmes, au PNUD et aux organisations de femmes pour soutenir l'engagement des femmes en tant qu'électrices et candidates aux élections législatives de 2020-2021. Une analyse de genre du premier tour des élections en fin de 2020 a été réalisée avec les organisations de femmes pour éclairer l'approche de la mission. La représentation des femmes au parlement est passée

de 8 % à 12,8 %, atteignant ainsi le taux le plus élevé depuis l'indépendance du pays. Cependant, selon le président de la Cour constitutionnelle, le professeur Daniele Darlan des obstacles financiers et socioculturels ont sérieusement entravé la participation significative des femmes. Elle a joué un rôle essentiel quant à garantir des élections transparentes, libres et équitables en République centrafricaine.

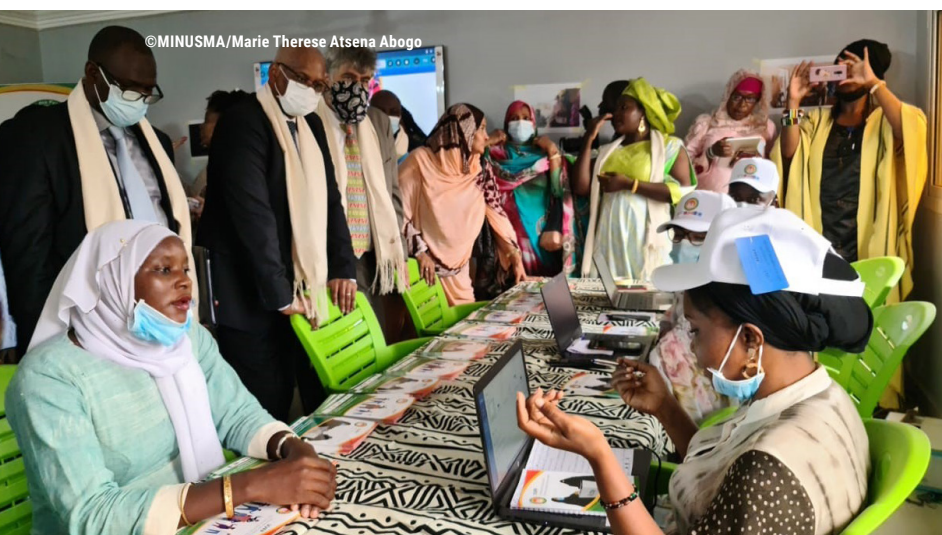
En outre, un projet de mobilisation communautaire visant à renforcer la participation des femmes aux élections locales a été lancé. Au Kosovo, des élections parlementaires et locales ont eu lieu. 41 femmes ont été élues au parlement, seulement 25 % des femmes élues ont compté sur le quota pour obtenir leur siège, et cinq femmes figuraient parmi les dix candidats les plus votés. Le pourcentage de femmes maires est passé de zéro à cinq. La MINUK a plaidé pour la participation des femmes par le biais du groupe multipartite sur la sécurité et l'égalité des sexes. En République démocratique du Congo,



©UN/MINUSCA

Une femme votant lors des élections législatives en République centrafricaine

au Soudan du Sud et au Mali, les missions ont participé à la préparation des élections à venir. En République démocratique du Congo, la MONUSCO a intensifié son engagement auprès des partis et des acteurs politiques afin de plaider pour une révision de la loi électorale visant à rendre obligatoire la représentation des femmes sur les listes de candidats. La mission a travaillé avec les principaux dirigeants politiques, les partis et les organisations non gouvernementales pour les aider à identifier et à former des femmes, y compris des jeunes femmes, afin de les présenter éventuellement comme candidates. Plusieurs parties se sont engagées à faire avancer ce programme. Au Mali, la MINUSMA a aidé le gouvernement et les femmes leaders à mettre en place un projet de salles de veille pour les femmes dans 7 régions afin de plaider pour la protection et la participation des femmes aux élections. ONU Femmes et le PNUD ont fourni un soutien technique. La salle de veille de Bamako a joué un rôle essentiel en réunissant les femmes pour préparer et suivre les élections sur le dialogue national en décembre 2021.



M. El-Ghassim Wane, RSSG et chef de la MINUSMA visitant la salle de situation des femmes à Bamako dans le cadre de son lancement en novembre 2021.

LES FEMMES ENGAGÉES DANS LA MISE EN ŒUVRE DES ACCORDS DE PAIX

“Le plaidoyer commence à porter ses fruits avec l’inclusion de 15 femmes supplémentaires, 3 dans le CSA et 12 dans ses sous-comités, mais Ceci Ce chiffre est loin d’être satisfaisant puisque sur les 1000 personnes impliquées dans la mise en œuvre de l’accord, seules 31 sont des femmes, 2,96 %.”

- Ms. Maïga Sina Damba, membre du comité de suivi de l’accord, Mali, mai 2021

Les femmes continuent d’être marginalisées dans le processus de mise en œuvre des accords de paix. Cependant, certains développements ont été notés au Mali et en République centrafricaine. Au Mali, la formation offerte par ONU Femmes, l’Académie Folke Bernadotte et la MINUSMA aux femmes membres du Comité de suivi de l’accord (CSA) a contribué à assurer que leur participation soit significative. La MINUSMA a également continué à s’engager avec le gouvernement, les parties au conflit et les femmes membres du CSA pour faire pression en faveur de l’engagement en suspens d’inclure 15 femmes supplémentaires dans le CSA et ses sous-comités. Cet engagement doit encore être réalisé, mais la MINUSMA a alloué des fonds à cet effet par le biais du Fonds Fiduciaire des Nations Unies pour la Paix et la Sécurité au Mali. En République centrafricaine, le soutien de la MINUSMA a permis d’augmenter la représentation des femmes dans les Comités locaux pour la paix et la réconciliation à 34 pour cent à la fin de 2021, contre 21 pour cent en 2020. Cependant la représentation des femmes dans les mécanismes de suivi de l’Accord politique au niveau national est restée à 16 %, et les quelques femmes membres ont été mises à l’écart des travaux des mécanismes. “Nous ne sommes que deux femmes au sein du Comité exécutif de suivi de l’Accord politique... lors des efforts de médiation avec les groupes armés, nous n’avons pas été impliquées” a déclaré en octobre Jaqueline Massengue, membre du Comité. Pour contrer ce phénomène, la MINUSMA s’est associée à divers réseaux et organisations de femmes afin de s’assurer que leurs priorités soient prises en compte, par exemple dans les préparatifs du dialogue républicain.

LES FEMMES ENGAGÉES DANS LA PREVENTION ET LA RÉOLUTION DES CONFLITS, LA RECONCILIATION ET LES EFFORTS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX

Du Mali, de la République démocratique du Congo à Abyei, du Sud-Soudan à Chypre, les efforts de prévention, de résolution, de réconciliation et de consolidation de la paix au niveau local ont pris des formes innovantes et créatives en 2021. En République démocratique du Congo, la MONUSCO a soutenu la participation des femmes aux dialogues intercommunautaires et aux initiatives de résolution des conflits et a renforcé le rôle des femmes dans les réseaux d'alerte communautaires et les comités de protection locaux. Dans le territoire d'Irumu (Ituri), ces efforts ont abouti à un accord de paix local qui a fait date. À Chypre, les femmes ont poursuivi leurs efforts de renforcement de la confiance avec le soutien de l'UNFICYP. La participation des femmes a été renforcée par 47 initiatives, réunions et événements intercommunautaires virtuels avec des organisations féminines de la société civile et des groupes informels de femmes, ainsi qu'avec la communauté diplomatique. En outre, une marche de femmes a été organisée en coopération avec la société civile pour marquer la Journée des Nations Unies le 24 octobre 2021, ce qui a permis des dialogues entre les femmes activistes de Chypre et le Représentant spécial du Secrétaire général. Parmi les dirigeants locaux et traditionnels de plusieurs communautés d'Abyei, la FISNUA a joué un rôle clé en facilitant le renforcement de la participation des femmes à la prise de décision au niveau communautaire, notamment en obtenant l'engagement des dirigeants locaux à promouvoir la participation des femmes à la comité local de la population chargé de régler les différends entre les membres de la communauté. Dans la communauté Misseriya, les chefs traditionnels se sont engagés à promouvoir la participation des femmes et un mécanisme de coordination avec les femmes et les chefs traditionnels a été mis en place. Au Sud-Soudan, la MINUSS a veillé à ce que les femmes jouent un rôle dans la résolution des conflits. 60 % des participants aux initiatives de renforcement des capacités destinées aux organisations société civile impliquées dans la résolution communautaire des conflits étaient

des femmes et 48 % des participants aux activités de négociation de paix au niveau communautaire étaient des femmes. L'impact de ces interventions a conduit à des communautés plus productives sur le plan économique, un aspect essentiel de la construction d'une paix durable dans le cadre de la nature multiforme du maintien de la paix.



“Quand je fais en sorte que quelqu'un se sente en paix, quand j'aide les gens à vivre ensemble pacifiquement, cela n'enrichit pas seulement moi, mais le pays dans son ensemble.”

- Marthe Mbita, militante pour la paix, République centrafricaine



Evgenia Chamilou, jeune militante pour la paix, soutenue par l'UNFICYP en tant que championne des Nations unies pour l'environnement et la paix.

AMPLIFIER LE PLAIDOYER DES FEMMES LEADERS PAR DES PARTENARIATS

Tout au long de l'année 2021, des progrès notables ont été réalisés en matière de plaidoyer politique et de partenariats avec les femmes leaders locales dans toutes les opérations de paix. Au Sud-Soudan, la MINUSS a aidé le bureau de la vice-présidente, H. E. Rebecca Nyandeng De Mabior, à lancer le Forum des femmes leaders du Sud-Soudan, qui rassemble un groupe diversifié de femmes dans le but de renforcer leur participation stratégique aux processus politiques en cours liés à la formation de la constitution et aux élections à venir. En outre, le contexte de pandémie persistante a incité la MINUSS à faciliter les réunions de médiation en ligne avec le Groupe de suivi et de plaidoyer sur les femmes, la paix et la sécurité au Sud-Soudan, où les femmes leaders locales de tout le pays ont plaidé et fait rapport sur les progrès du FPS afin de maintenir l'agenda au premier plan des processus politiques et de paix. En République démocratique du Congo, la MONUSCO a convoqué des dirigeants locaux, des femmes et des hommes d'OSC, des fonctionnaires locaux et des chefs traditionnels à un atelier sur la mise en œuvre de l'agenda FPS dans le territoire de Masisi (Nord Kivu). Les obstacles et les limites ont été identifiés et des recommandations ont été faites, notamment une formation ciblée pour les chefs traditionnels afin qu'ils cessent de s'engager dans des pratiques qui entravent ou empêchent les progrès en matière de FPS. Enfin, au Liban, la FINUL a continué à s'engager virtuellement avec les groupes de travail locaux sur le genre que la mission a établis avec les femmes leaders locales, notamment par le biais de formations à la médiation et à la gestion des conflits. Ceci a servi de une plateforme essentielle pour assurer leur participation à la mise en œuvre du plan d'action national sur FPS et a fourni un espace sûr pour discuter des défis liés à la COVID-19 et aux progrès relatifs à FPS.



Fifi Baka dirige un groupe de 300 organisations de la société civile dans leurs efforts de plaidoyer pour une participation égale des femmes aux organes de décision en République démocratique du Congo.

LA PROTECTION DES FEMMES, LES DROITS DES FEMMES ET LEUR PARTICIPATION

La protection des femmes engagées dans les processus de paix, y compris les artisans de la paix, les politiciens et les femmes défenseurs des droits de l'homme, et la réduction des risques qui compromettent la protection des femmes ont été essentielles aux progrès réalisés en matière de FPS en 2021. Les efforts locaux et infranationaux dans l'ensemble des missions ont contribué à recentrer l'agenda FPS alors que la pandémie continue de façonner les contextes de maintien de la paix. En République centrafricaine, la MINUSCA, le PNUD et ONU Femmes ont soutenu la mise en place de 16 salles de veille pour les femmes dans chaque préfecture et d'une ligne d'assistance téléphonique ouverte 24 heures sur 24 pour répondre aux attaques contre les femmes qui ont participé aux élections législatives de 2021. Dans certains cas, la mission a désamorcé des situations où les femmes étaient menacées. Les Casques bleus "sont heureusement arrivés pour déraciner les agresseurs autour de moi", s'est souvenue Béatrice Epaye, députée, après avoir été ciblée et agressée pour son engagement politique. Au Kosovo, la MINUK a constaté la nécessité de s'attaquer aux problèmes de violence domestique la violence, puisque plus de 1100 survivants ont été signalés au cours des six

premiers mois de 2021. Le Groupe de sécurité et d'égalité des sexes, dont la MINUK est membre, a publié le 18 mars une déclaration qui détaille les actions de fond visant à assurer la protection des femmes. Les efforts visant à étouffer le mal et à soutenir les survivants de la violence domestique et sexiste ont conduit à la mise en place d'une ligne d'assistance téléphonique et au soutien apporté à un refuge régional dans les municipalités du nord du Kosovo. À Abyei, la FISNUA a facilité la libération de filles détenues illégalement pour avoir fui un mariage forcé. Les efforts locaux visant à protéger la participation des femmes se sont poursuivis au Sud-Soudan. Dans la région administrative de Jonglei et de Pibor, la MINUSS et ses partenaires ont facilité la libération, la recherche des familles et la réunification de 36 femmes, 39 filles et 45 garçons qui avaient été enlevés en raison de violences intercommunautaires. En outre, la sécurité des femmes leaders, des artisans de la paix et des défenseurs des droits de l'homme a été renforcée dans plusieurs États grâce au déploiement de patrouilles sexospécifiques et d'équipes d'engagement féminin par la Force de la MINUSS et la police des Nations Unies (UN POL). Au Mali, le soutien logistique fourni par la MINUSMA aux femmes membres du comité de suivi de l'accord de paix a été crucial pour garantir leur participation en toute sécurité.



Bernadette Pampali est l'une des 18 femmes élues à l'assemblée nationale en République centrafricaine, malgré les menaces de sécurité dirigées contre les femmes pendant les élections.



Le 10 décembre, plus de 300 femmes et hommes ont défilé dans les rues de Bangui, en République centrafricaine, pour réclamer justice pour les victimes de violences à l'égard des femmes et lutter contre l'impunité.

LES FEMMES FAÇONNENT LA JUSTICE TRANSITIONNELLE ET LA LUTTE CONTRE L'IMPUNITÉ

Alors que les femmes restent généralement sous-représentées dans le système judiciaire, certains développements positifs ont été notés en République centrafricaine où la MINUSCA fournit une assistance technique et financière pour le processus de justice transitionnelle. En 2021, la Commission Vérité, Justice, Réparation et Réconciliation a été établie avec 45% de femmes parmi ses membres et une avocate comme présidente. La mission a soutenu les efforts de mobilisation des femmes afin de s'assurer que les besoins spécifiques des femmes victimes de violences sexuelles et sexistes (VSBG) soient pris en compte. En partenariat avec les organisations de femmes de la société civile, la MINUSCA a également encouragé la participation significative des femmes à ces mécanismes de prise de décision. En outre, le président de la République centrafricaine a nommé un point focal sur les violences sexuelles, ce qui témoigne d'une volonté politique de lutter contre les violences sexuelles. Au Mali, la MINUSMA a continué à soutenir la Commission Vérité, Justice et Réconciliation, en veillant à ce que les femmes victimes et leurs cas soient pris en compte. En juin 2021, 50 % des dépositions enregistrées par la commission étaient faites par des femmes. En ce qui concerne les violences sexuelles

liées aux conflits (CRSV), la MINUSMA a évalué la réponse du système judiciaire national car aucun cas de CRSV et aucune accusation n'ont été portés devant les tribunaux. En conséquence, quatre cas de CRSV ont été identifiés comme des cas prioritaires par les homologues nationaux et la société civile. Au Sud-Soudan et en République centrafricaine, le soutien d'UNPOL aux institutions de police nationales a permis de renforcer les services de conseil et la capacité de réponse des institutions en matière de VSBG. En République démocratique du Congo, le soutien d'UNPOL a permis un traitement plus efficace des cas de VSBG dans les commissariats de police de Kalemie, Bunia, Kananga, Goma et Bukavu.

FEMMES ENGAGÉES DANS LES PROCESSUS DDR

S'assurer que les femmes combattantes participent de manière significative aux processus de démobilisation, de désarmement et de réintégration (DDR) reste un défi. Cependant, le DPO a fait des progrès pour assurer la participation des femmes à toutes les étapes de la mise en œuvre des processus intégrés de DDR, notamment la conception, la planification et la mise en œuvre des programmes de DDR et des projets de réduction de la violence communautaire (CVR). Plusieurs opérations de paix ont établi un quota minimum de femmes pour les bénéficiaires des projets CVR et ont promu des paramètres sensibles au genre pour déterminer les critères d'éligibilité pour les processus de DDR. En outre, les missions ont encouragé les femmes à occuper des rôles de direction tant dans la conception que dans la mise en œuvre des projets. En République démocratique du Congo, les femmes représentaient 23 % des bénéficiaires directs ciblés par les projets de CVR, qui comprenaient principalement d'activités génératrices de revenus, d'activités à forte intensité de travail et d'initiatives de formation professionnelle. Au Mali, 51% des bénéficiaires directs des projets DDR/CVR de la MINUSMA étaient des femmes. Plus de femmes ont occupé des rôles de direction dans divers comités de gestion de projet pour diriger la mise en œuvre des projets. Pour faciliter la participation des femmes au processus de DDR, les camps de transit gérés par la MONUSCO à Bunia, Beni, Goma, Bukavu et Uvira ont été équipés d'infrastructures tenant compte de la dimension de genre, tandis que la radio a été utilisée pour exhorter les femmes et les enfants impliqués dans les conflits armés à se dissocier des groupes armés.

PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ DES SEXES ET LA PARTICIPATION DES FEMMES DANS LE SECTEUR DE LA SECURITE

La plupart des secteurs de la sécurité sont encore largement dominés par les hommes et excluent systématiquement les femmes, notamment des postes de direction. Ainsi, les opérations de paix ont aidé les pays hôtes à accroître la participation des femmes dans les secteurs de la sécurité nationale, notamment par l'évaluation des obstacles, l'établissement de quotas de parité entre les sexes, la révision des politiques de ressources humaines et les recrutements tenant compte de la dimension de genre. En République centrafricaine, la MINUSCA a aidé les institutions nationales de sécurité à atteindre le quota de 35 % de femmes établi dans la loi nationale sur la parité des sexes. Le recrutement sensible au genre a permis à la police nationale et à la gendarmerie d'atteindre respectivement 25,46 et 15,89 pour cent de femmes en 2021. La MINUSCA et le PNUD ont également aidé les forces locales à élaborer un plan ministériel pour l'intégration du genre dans la réforme des forces de sécurité intérieure qui doit encore être approuvé. Au Sud-Soudan, la MINUSS avec ONU Femmes et le PNUD a facilité la création d'un réseau de femmes dans le secteur de la sécurité, qui sera dirigé par le ministère du Genre. Au siège, des mesures ont été prises pour préparer le tout premier rapport mondial sur l'égalité entre les sexes et le statut des femmes dans le secteur de la défense ; un domaine qui reste sous-estimé et qui entrave les efforts des pays pour améliorer la représentation des femmes dans les forces armées.



La MINUSS engage des femmes officiers des services de police du Sud-Soudan sur leur rôle dans la prévention et la gestion des conflits.

LE MAINTIEN DE LA PAIX SENSIBLE AU GENRE EN PRATIQUE

TRANSITIONS SENSIBLES AU GENRE : CAS DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

En République démocratique du Congo, un plan de transition pour le retrait progressif et par étapes de la MONUSCO a été approuvé par le Conseil de sécurité en décembre 2021. Ce plan est très sensible aux questions de genre. Sur un total de 18 critères de référence, un est consacré au FPS tandis que le genre a été intégré dans d'autres critères de référence, tels que la RSS (Réforme du secteur de la sécurité). En outre, 33 des 83 indicateurs de progrès du plan concernent au moins un des quatre piliers de FPS. Mireille Laurier Affa'A Mindzie, conseillère principale en matière de genre à la MONUSCO, a attribué ces gains à la "synergie... et au soutien mutuel" entre les bureaux locaux et internationaux de l'ONU, y compris ONU Femmes, l'unité genre du DPO, de la MONUSCO et le projet de transition de l'ONU.

La collaboration stratégique et l'engagement des dirigeants aux niveaux politique et technique ont fait partie intégrante de la réussite de l'intégration dès le début du processus. De l'examen stratégique indépendant commandé par le Conseil de sécurité en 2019 à la rédaction du plan de transition, des experts en matière de genre et des points focaux de genre ont été impliqués. Cela a permis d'engager une conversation basée sur des données sexospécifiques dans le cadre de l'analyse du conflit, de la planification et du processus décisionnel. En outre, les hauts responsables de la mission ont joué un rôle majeur dans la prise en compte du genre et de l'agenda FPS dans les groupes de travail conjoints avec le gouvernement de la République démocratique du Congo. Engagements réguliers du leadership de la mission avec le Réseau des femmes africaines dirigeantes a permis de placer la voix des femmes au centre des discussions.

On craint souvent que les acquis des FPS soient étouffés pendant les transitions. Cependant, en République démocratique du Congo, ce plan a suscité un engagement renouvelé envers l'agenda FPS. La mise en œuvre de l'agenda FPS par le biais du Plan d'action national (PAN) sur la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies a été largement acceptée comme une question "transversale" à travers les différentes sections de la mission. Pour s'assurer que les aspects FPS du plan de transition sont respectés dans la phase de mise en œuvre, la MONUSCO et ONU Femmes développent un projet commun pour suivre la mise en œuvre. Il est pertinent de soutenir le gouvernement dans la mise en œuvre du PAN, le renforcement de la collaboration de la mission avec "ONU femmes et l'équipe de pays des Nations Unies, et l'avancement de la parité entre les sexes avec une forte concentration sur le personnel national dans la mission pour s'assurer que les progrès sur l'agenda FPS continuent d'être faits dans le futur.

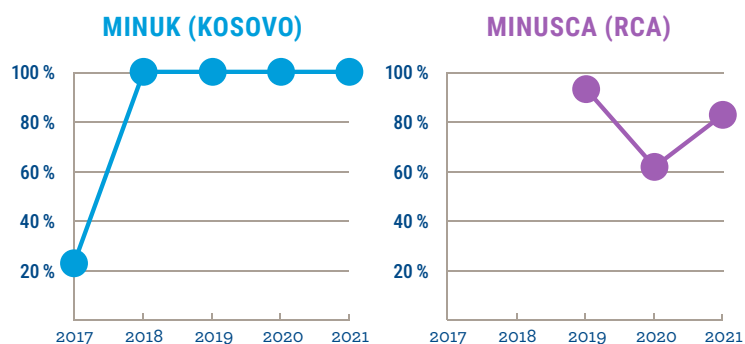
LEADERSHIP RESPECTUEUX DE L'ÉGALITÉ DES SEXES

Dans les missions, l'agenda FPS a continué à être mis en avant par les hauts responsables. Au Liban, le groupe de travail intégré de haut niveau sur le genre de la FINUL, dirigé par le chef de la mission et le commandant de la force, a contribué à garantir l'intégration du genre dans tous les processus en cours dans la mission. Par exemple, un groupe de travail militaire sur le genre (MGTF) au niveau du secteur et de la siège a été créé pour mettre en œuvre l'agenda FPS. Des groupes de travail similaires sur le genre, présidés par des hauts responsables, sont opérationnels à la MINUK, à la MINUSS et au siège du DPO. Au siège de la DPO-DPPA, un cours sur le leadership sensible au genre a été proposé aux cadres supérieurs en partenariat avec l'Académie Folke Bernadotte. Ce cours a permis de renforcer la capacité des cadres supérieurs à des compétences de leadership tenant compte de la dimension de genre, avec des priorités et des visions concrètes pour faire progresser l'égalité des sexes.

DES APPROCHES FONDÉES SUR LES DONNÉES ONT AMÉLIORÉ LA RESPONSABILITÉ, LA PLANIFICATION ET LA COORDINATION

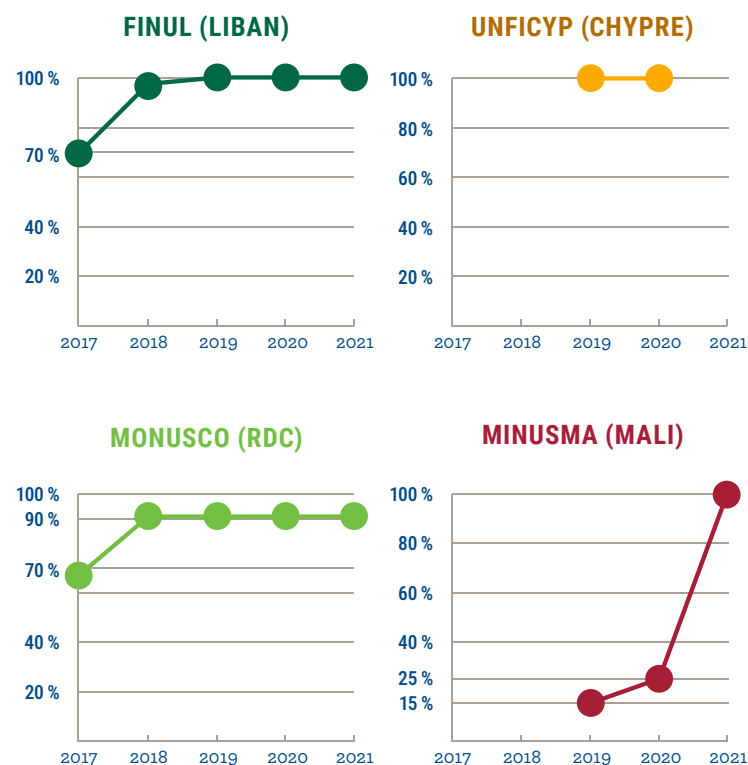
Pour améliorer la performance, la responsabilité et s'assurer que les processus de planification prennent en compte le genre et l'agenda FPS, huit missions suivent systématiquement les progrès, les tendances et les défis dans la mise en œuvre des tâches relatives à FPS. En 2021, les indicateurs relatifs à FPS ont été intégrés dans le système de planification et d'évaluation (CPAS) par l'établissement d'une plateforme FPS-CPAS. Conformément à la stratégie de l'ONU en matière de données, cette plateforme centrée sur l'homme a permis un meilleur accès aux données sur FPS. La plateforme a permis d'améliorer la qualité des données et de renforcer la responsabilité et la collaboration entre les collecteurs de données. Grâce à une approche intégrée, la plateforme a impliqué des collègues des unités de genre, des équipes de planification et d'évaluation et d'autres sections au siège et dans les missions, ce qui a permis d'améliorer la coordination de la mise en œuvre du FPS. Les données et l'analyse ont informé des rapports, des notes d'orientation et influencé la prise de décision, notamment par le biais des rapports du Secrétaire général et de l'analyse fournie au Groupe informel d'experts du Conseil de sécurité sur FPS et au C34. Des [fiches d'information](#) ont été produites, et les données ont été incorporées dans des messages clés utilisés pour le plaidoyer politique et les efforts de communication stratégique sur FPS.

Plans de travail des unités de la mission répondant aux besoins spécifiques des femmes



LES PROCESSUS DE PLANIFICATION SONT DEVENUS PLUS SENSIBLES AUX QUESTIONS DE GENRE

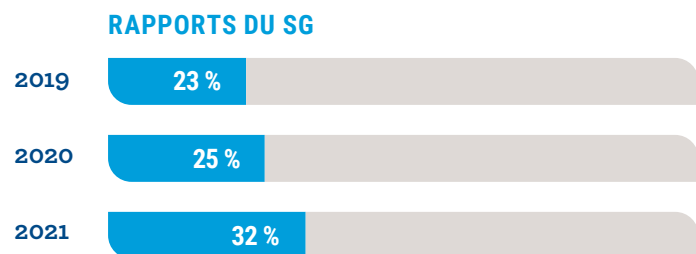
Le nombre de plans de travail intégrant le genre a continué à augmenter en 2021. Dans de nombreuses missions, le genre est intégré dans tous les plans de travail. Cela indique un renforcement de la coordination entre les sections techniques et les experts en matière de genre dans les missions, et confirme l'importance d'assurer que les données sur le genre et les FPS informent les processus de plans de travail des unités de la mission répondant aux besoins spécifiques des femmes. Par exemple, la conseillère en matière de genre de la FINUL est membre du comité CPAS qui assure l'intégration et le rapportage sur FPS au sein du CPAS. Au Mali, les experts en genre sont membres du comité d'examen des projets du Fonds fiduciaire pour la paix et du groupe de travail sur l'exécution du budget, ce qui a permis d'améliorer l'intégration du genre dans 18 projets en 2021 et dans le plan de mission.



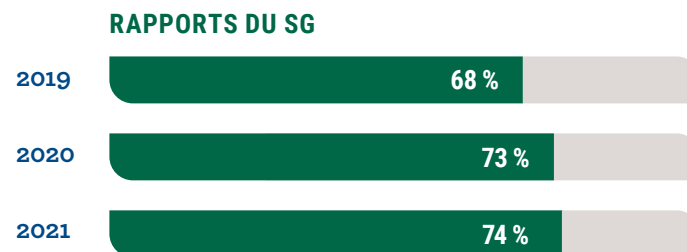
AMÉLIORATION DES RAPPORTS TENANT COMPTE DE LA DIMENSION DE GENRE

En 2021, 29 des 30 rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité sur les situations spécifiques à un pays préparés par le DPO contenaient des informations et/ou des données ventilées par sexe. L'analyse de genre s'est poursuivie car le nombre de paragraphes contenant des informations et des données spécifiques au genre a augmenté, passant de 25,35 % en 2020 à 31,83 %. Cela s'est également traduit par une augmentation du nombre de rapports qui comprennent des sections ciblant spécifiquement FPS et des recommandations spécifiques au genre.

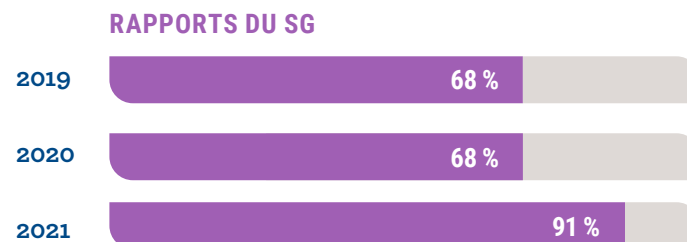
Nombre de paragraphes contenant des informations spécifiques sur le genre, et/ou des mentions désagrégées dans les rapports du Secrétaire général sur les situations spécifiques des pays préparés par le DPO, sur le nombre total de paragraphes.



Le DPO a préparé des rapports du Secrétaire général sur des situations spécifiques de pays avec une section FPS autonome.



Le DPO a préparé des rapports du Secrétaire général sur des situations spécifiques de pays avec des recommandations spécifiques au genre.





“ Les partenariats entre la MINUSCA, les organisations régionales, les États membres et les organisations de femmes sont importants. Les actions menées par les partenaires internationaux en faveur des femmes ont permis de faciliter l’élection de 18 femmes à la l’Assemblée nationale.”

- Jacqueline Massengue, présidente du Caucus des femmes leaders pour la parité en République centrafricaine, membre du Comité exécutif de suivi de l’Accord politique

RENFORCEMENT DES PARTENARIATS DYNAMIQUES

Le DPO a contribué à renforcer les partenariats sur FPS. Le DPO s’est engagée dans des partenariats avec des entités de l’ONU, tels que le Comité permanent de l’ONU sur FPS, et des mécanismes similaires sur le terrain, ainsi que le Comité directeur du Plan d’action à l’échelle du système des Nations Unies sur l’égalité des sexes et l’autonomisation des femmes (UNSWAP). Les organisations régionales sont restées des partenaires essentiels dans la mise en œuvre de l’agenda FPS. Dans le cadre du partenariat ONU-UE sur la gestion des crises et les opérations de paix, l’agenda FPS est resté une priorité essentielle. En 2021, un webinar conjoint avec les conseillers en matière de genre des missions de l’ONU et de l’UE au niveau du siège et des missions a été organisé pour ouvrir la voie à une collaboration plus forte au sein du partenariat UE-ONU. Au niveau de la mission, par exemple, au Kosovo, des partenariats ont été établis entre les conseillers en matière de genre des organisations internationales ont renforcé les messages communs et le plaidoyer au niveau local. A Chypre, plusieurs ambassades résidentes ont

initié un Groupe d’amis FPS, avec le soutien de l’UNFICYP. Au Mali, la MINUSMA s’est engagée dans le Comité directeur du Plan d’action national de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité des Nations Unies avec les États membres et le gouvernement, et au Liban, la FINUL fournit un soutien technique à la mise en œuvre du PAN en tant que membre de tous les comités de mise en œuvre.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Afin d’améliorer l’apprentissage inter-missions et la cohérence des efforts de renforcement des capacités en matière de FPS au sein du département, et d’adapter les outils de renforcement des capacités aux plateformes virtuelles, le DPO a lancé une version interactive en ligne de son dossier de ressources sur l’égalité des sexes et la paix et la sécurité des femmes (disponible en [anglais](#) et en [français](#)). Cet ensemble de ressources a été répertorié comme un document de référence par les instituts de formation au maintien de la paix. Le DPO a également développé une vidéo de formation sur le thème “Traduire les mandats relatifs aux femmes, à la paix et à la sécurité en réalités politiques dans le cadre du maintien de la paix des Nations Unies” avec des sous-titres en [anglais](#), [français](#) et [arabe](#), ainsi qu’une note de pratique sur le soutien des missions à la participation des femmes aux processus de paix afin d’améliorer l’apprentissage entre missions et de combler les lacunes en matière de connaissances. Un programme de développement du leadership a été organisé pour les conseillers principaux en matière de genre en collaboration avec l’Académie Folke Bernadotte. Afin de soutenir l’engagement communautaire de la composante militaire en faveur de l’égalité des sexes, le DPO a élaboré un manuel d’engagement des pelotons et un kit de formation de renforcement sur le sujet pour les missions sur le terrain et les pays contributeurs de troupes. Un cours pilote de l’ONU sur l’engagement des pelotons a été organisé en septembre.

GLOSSAIRE

MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation des Nations unies en République centrafricaine
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation des Nations unies au Mali
MONUSCO	Mission de stabilisation de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo
UNFICYP	Force de maintien de la paix des Nations unies à Chypre
FINUL	Force intérimaire des Nations unies au Liban
UNISFA	Force de sécurité intérimaire des Nations Unies pour l'Abyei
MINUK	Mission d'administration intérimaire des Nations unies au Kosovo
MINUSS	Mission des Nations Unies en République du Sud-Soudan

CONTACT

Secrétariat des Nations Unies 405 East 42nd Street,
New York, NY 10017

dpo-ousg-gu@un.org

<https://peacekeeping.un.org/en/promoting-women-peace-and-security>

@UNPeacekeeping

PRODUIT PAR : Département des opérations de paix, janvier 2022



Nations Unies
Maintien de la paix